

XYZ...



COMMISSION ENSEIGNEMENT SUPERIEUR-RECHERCHE PCF

MARS 2010

Page 2, Claude Seureau

Copenhague et après-Copenhague

Page 3, Jean-Pierre Kahane

Politique, finance et mathématique

Pages 4-5, Marine Roussillon

Crime contre les humanités

Pages 6-7, Dina Bacalexi : interview
de Philippe Büttgen

La recherche en SHS aujourd'hui

Pages 8-11

Régionales : extraits des propositions
du PCF pour l'Enseignement supérieur
et la Recherche

Page 12

Ailleurs sur la ronde boule...

Page 13

Le billet de la rédaction

Page 14, Olivier Gebuhrer

Le vote Front de gauche
le vote utile à gauche et à la gauche

Page 15

Lectures

la citation...

« Le dernier siècle a détruit, sans rien leur substituer, les corporations anciennes qui étaient pour eux une protection. Les sentiments religieux du passé ont disparu des lois et des institutions publiques et ainsi, peu à peu, les travailleurs isolés et sans défense se sont vus, avec le temps, livrés à la merci de maîtres inhumains et à la cupidité d'une concurrence effrénée. Une usure dévorante est venue accroître encore le mal. Condamnée à plusieurs reprises par le jugement de l'Église, elle n'a cessé d'être pratiquée sous une autre forme par des hommes avides de gain et d'une insatiable cupidité. À tout cela, il faut ajouter la concentration entre les mains de quelques-uns de l'industrie et du commerce devenus le partage d'un petit nombre d'hommes opulents et de ploutocrates qui imposent ainsi un joug presque servile à l'infinie multitude des prolétaires. »

Léon XIII, *Rerum Novarum*
(extrait de l'encyclique) 15 mai 1891

aux urnes !

Voici le N°2 de notre revue : qu'allez vous y trouver?

Vous l'avez sûrement remarqué, nous sommes en période électorale ; les luttes des universitaires et chercheurs doivent trouver dans ces élections régionales de premiers prolongements politiques. Les communistes qui écrivent cette revue sont vos collègues et ils ont une obsession : non seulement contribuer à une sévère défaite de la droite partout et singulièrement en Île-de-France où il faut envoyer Valérie Pécresse dans les cordes dès le premier tour, mais contribuer dès à présent à créer l'alternative politique à gauche sans attendre.

Il ne vous étonnera donc pas qu'on parle ici des enjeux électoraux.

Mais notre revue vous offre des visions décapantes sur nombre de sujets d'intérêt immédiat. Comment les communistes universitaires et chercheurs voient-ils les suites de Copenhague : vous le saurez en lisant l'article de Claude Seureau. Comment voient-ils les maths financières : jetez un œil à l'article de Jean-Pierre Kahane. Les Sciences sociales sont sur la sellette, le gouvernement veut en faire un outil du déploiement de la stratégie du capital à l'heure de la « société de l'immatériel » : vous lirez de premières approches par Marine Roussillon et Dina Bacalexi. Vous trouverez évidemment un extrait significatif des propositions du PCF pour les élections régionales, et bien d'autres rubriques encore. Pour ne rien vous cacher, vous trouverez aussi une réflexion sur les enjeux du premier tour des régionales.

N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires, cette revue est à vous et pour vous.

Le 14 mars, on vote, on vote à gauche, une bonne gauche.

Olivier Gebuhrer

rendez-vous



LE 14 MARS

DANS LES BUREAUX DE VOTE avec le bulletin Front de Gauche

mettons une bonne gauche à la droite



Les gouvernants et les médias ont largement commenté le déroulement du sommet de Copenhague (COP15) tenu en décembre dernier. Pour être allé dans la capitale danoise du 11 au 14 décembre avec une délégation du PCF en tant que membre de sa commission *Écologie*, et avec

deux mois de recul, j'aimerais aller à ce qui me semble l'essentiel à retenir. Au risque de bousculer quelques *a priori*.

Il faut dire d'emblée que face aux attentes et aux enjeux de ce sommet international sous l'égide de l'ONU, le déroulement du COP15, comme le texte final, dont on ne sait plus très bien qui l'a adopté, est pour le moins décevant. Je ne reviendrai pas sur les enjeux du réchauffement climatique, bien pointés par Pascal Lederer dans XYZ de novembre 2009. Quant aux attentes, elles étaient diverses et souvent antagonistes. Comment imaginer autre chose avec le capitalisme dominant et destructeur que nous connaissons ? Comment imaginer que les USA et la République démocratique du Congo (pour ne citer que ce pays dont la forêt est le troisième « puits carbone » du monde), le G77 (ensemble des pays en développement) et l'UE, ou les grands trusts énergétiques multinationaux et les peuples puissent avoir les mêmes intérêts ? Comment s'étonner que les annonces d'engagement de réduction des GES (gaz à effet de serre) qui ont suivi soient pour la plupart inférieures aux prévisions, elles-mêmes tout à fait insuffisantes ? Fallait-il pour autant, comme l'ont fait beaucoup de commentateurs, qui pour certains l'avaient annoncé avant le sommet, faire de COP15 un « désastre », un « grand bond en arrière » ou un « Munich de la géopolitique » ?

Paradoxe : les choses sont à la fois plus complexes et plus simples ! Voyons d'abord le contexte géopolitique. En pleine crise économique que les grandes puissances industrielles occidentales essaient de résoudre sans remettre en cause « le système », les USA voient leur leadership bousculé par la Chine et les pays émergents, pendant que les pays du Sud rappellent sans cesse que l'on ne peut leur demander les mêmes contraintes qu'aux grands pays pollueurs responsables de 80 à 90% de la concentration des GES dans l'atmosphère. Quant à l'Europe, elle est divisée et incapable de parler d'une seule voix. Le contexte géopolitique et les rapports entre les pays de la planète ont considérablement évolué ces dernières années et évoluent encore maintenant très rapidement. Et pourtant, à l'appel de l'ONU, et malgré quelques atermoiements, tous les principaux États étaient présents à Copenhague (192), fait sans précédent sur un tel sujet. Certes ce sommet a accouché d'une souris, mais d'une souris qui pourrait être plus forte que le lion ! C'est en effet un texte politique qui acte que la réduction des GES est inéluctable, que l'on doit s'engager dès maintenant pour des financements, insuffisants certes mais actés. Un texte à minima, bien loin des dispositions contraignantes du protocole de Kyoto... qui n'ont d'ailleurs jamais été appliquées du fait de l'opposition résolue de l'administration Bush. Un accord qui, au-delà de ses limites indiscutables, prend acte de la nécessité de résoudre ensemble une question de survie de l'humanité dans le

cadre d'une ONU attaquée de toutes parts. Une prise de conscience globale des enjeux. Ce n'est pas rien !

Le second aspect encourageant pour l'avenir, c'est le rôle joué par le mouvement des peuples, altermondialiste, social, appelons-le comme on voudra. Avant et pendant Copenhague, avec le remarquable « contre-sommet » du Klimaforum. Au cœur de la ville, alors que le sommet officiel s'en tenait à l'écart dans un bunker inaccessible au commun des mortels. Des débats de très haut niveau avec des acteurs de terrain, une ambiance festive et studieuse, une belle manif le 12, et surtout un texte de synthèse des débats et une interpellation des grands de ce monde dont le titre reprenait le slogan majeur de ce rassemblement : *Changeons le système ! Pas le climat ! Déclaration des peuples au Klimaforum09*. J'en fais une brève analyse dans le dernier *Communisme et Écologie*, <http://www.pcf.fr/spip.php?article4209>, en pointant, au passage, l'ambiguïté du slogan cité plus haut. Ambiguïté qui pourrait laisser penser qu'il faut changer le système avant de changer le climat ! Mais le plus important c'est la nouveauté et le caractère hautement politique de ce slogan, ce qui, avec la très grande diversité idéologique des forces présentes au Klimaforum, montre une prise de conscience qu'un changement du « système » (entendez « capitaliste », dit par beaucoup mais non repris dans la déclaration) est nécessaire parce qu'il est à l'origine de tous les dérèglements économiques, sociaux et écologiques que connaissent la planète et l'humanité. Là encore un fait nouveau, qui ouvre des perspectives politiques indéniables.

Ces dernières semaines en témoignent avec deux initiatives porteuses d'espoir. La Bolivie, par la voix de son président, appelle à une « conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre Mère » que ce pays accueillera en avril prochain. Ne sourions pas, cette notion de « Terre Mère » est ancrée avec force dans la culture plurimillénaire des peuples amérindiens et mérite que l'on s'y intéresse. Quant à Evo Morales, leader incontesté de l'Amérique latine, avec Hugo Chavez, on ne le présente plus. Leurs prises de position, exprimées à Copenhague avec fracas, sont autrement plus roboratives que celles de Lula ! L'autre initiative, hexagonale, est la première rencontre nationale à Paris, le 6 février dernier, du collectif *Urgence climatique-Justice sociale* (très actif avant et pendant le COP15) avec 120 participants issus de collectifs locaux, d'associations, de syndicats et de partis politiques. Cette rencontre a permis de faire un bilan de Copenhague et d'envisager les suites des mobilisations. À suivre attentivement sur <http://climatjustice.org>.

L'écologie politique a aussi une forte dimension « recherche » (j'ajouterai « et d'enseignement »). À ce sujet, soyons attentifs aux différents lieux d'attribution de financements pour la « recherche verte », faisant suite au Grand Emprunt (*Fédération de la biodiversité* créée après le Grenelle de l'Environnement, qui joue un rôle de médiateur avec les régions, *Alliance Climat* mise en place par V. Pécresse, d'autres sûrement, et ANR, bien sûr). Pour nous, communistes, il est urgent que l'écologie, l'enseignement supérieur et la recherche, l'agriculture et l'énergie soient des domaines liés, envisagés sous un prisme commun de réflexion, d'échanges et d'initiatives.



La crise financière de 2008 avait des racines profondes. Chute de l'empire Enron, champion en matière d'innovations financières (2001), sauvetages de banques en Allemagne et en Angleterre (2007), affaire Kerviel à la Société Générale (début 2008), panique dans les banques américaines (affaire des « subprimes »), ruine pour des milliers de familles jetées à la rue, retraites en déconfiture, faillite de Lehman Brothers, plan Poulsen aux USA, et à son image, même contre la doctrine financière de l'UE, plan de relance de 200 milliards d'euros au secours des banques européennes. Qui est responsable ? Le système ? La politique ? Les deux en vérité, on va en esquisser la démonstration. Mais **un bouc émissaire apparaît : c'est la mathématique, qui brusquement cesse d'être considérée comme inoffensive.** Dans *Le Monde* du 2.11.2008, Michel Rocard, fin connaisseur, pointe les coupables : « Des professeurs de maths enseignent à leurs étudiants comment faire des coups boursiers. Ce qu'ils font relève, sans qu'ils le sachent, du crime contre l'humanité ». L'outrance du propos n'interdit pas de le prendre au sérieux. Qu'est-ce que les mathématiques financières ? Qui forme et que font les « traders » ? Mais auparavant, il faut broser le cadre. **Le cadre global, c'est le capitalisme triomphant, le capitalisme financier dont voici quelques rouages actuels.**

Les effets de levier (LBO, leveraged buy out) sont à l'origine des plus grosses fortunes et des plus grands dégâts sociaux réalisés récemment. Le principe est simple : en empruntant ce qu'il faut sur le marché du crédit, on achète une grosse entreprise en difficulté, on la « dégraisse » (terme horrible), on la revend, on rembourse le crédit et on empoche la différence, qui vaut plusieurs fois la mise. C'est cet effet multiplicateur qu'on appelle l'effet de levier, créé par le crédit facile et bon marché. La politique a consisté à favoriser ce mécanisme.

La politique de dérèglementation financière, qui a étendu le principe de la concurrence libre et non faussée au commerce de l'argent, a commencé aux USA et en Grande Bretagne avec Reagan et Thatcher, et elle s'est poursuivie en France à la fin des années 1980. La dérèglementation a introduit de nouvelles pratiques, dont la plus importante est la titrisation. Au lieu de tenir registre de leurs créances, ce qui en limite le volume, les banques les groupent en paquets et les convertissent en titres négociables sur le marché. D'où allègement du bilan des banques et dissémination des risques, avec opacité croissante de la finance dans son ensemble. Les banques, jusqu'au niveau des banques centrales comme la Banque de France, n'ont plus d'autre objectif que de satisfaire les investisseurs.

Où donc interviennent les mathématiques financières ? Elles interviennent dans les marchés à terme, les options, du type : j'achète la possibilité de vendre au moins au cours actuel un produit qui sera disponible dans un an. C'est une sorte d'assurance, et les compagnies d'assurance utilisaient depuis longtemps des mathématiciens, les actuaires, pour le calcul des primes. Mais les banques n'ont découvert les mathématiques qu'après la « crise asiatique » de 1997. Or des modèles mathématiques de la Bourse et des options existaient depuis longtemps. En 1900, Louis Bachelier avait fait un modèle probabiliste des cours de la Bourse, qui était

une préfiguration de la théorie mathématique du mouvement brownien. En 1967, Black et Sholes avaient, sous des hypothèses simples, donné les règles à suivre pour fixer les prix des options et assurer l'exécution du contrat. Après 1987, les mathématiques de la finance se sont développées en raffinant ces modèles et en fournissant la matière de toutes les « innovations financières ». L'innovation financière est devenue la carotte des investisseurs. Les banques ont recruté des analystes financiers, les « quants », pour contrôler l'exécution des règles. En même temps, elles ont versé des bonus aux traders qui les violaient.

Certains se détournent avec effroi et horreur des mathématiques financières, à cause de la part qu'elles ont prise dans le monde de la finance, et donc dans la crise et dans ses suites. Il est exact que leur orientation principale est la finance actuelle, mais ce sont de vraies mathématiques, avec des hypothèses et des conclusions, et elles contribuent aux progrès de la théorie des probabilités. La théorie du risque qu'elles ont développée n'est guère prise en compte par les banques, qui s'en tiennent à une conception très étroite qui sous-évalue le risque réel. Elle pourrait par contre être de grand intérêt dans beaucoup de secteurs de la vie sociale. Les notions de base qu'elles utilisent, comme le mouvement brownien et les martingales, mériteraient d'être connues et comprises par un large public. **Les outils et les notions dont elles se servent sont disponibles à d'autres usages que le capitalisme financier.**

À titre d'exemple, voici comment le mathématicien que je suis, très peu versé en finance, voit la pratique de l'« arbitrage ». C'est un terme anglais, qui signifie acheter où c'est bon marché et vendre où c'est cher. Ainsi, en théorie, l'arbitrage lisse les irrégularités du marché. En pratique, c'est le métier des traders, et les traders, comme les banques, tirent leurs profits des arbitrages. Ils ont donc intérêt à les multiplier et à réaliser de gros arbitrages. Le volume annuel de ces transactions représente 10 fois le PIB mondial. Le plus grave, c'est que le système pousse à créer de gros arbitrages, donc de gros déséquilibres. Les subprimes, en ce sens, ne sont pas un accident, elles font partie de la logique du système, une logique de déséquilibre qui mène à la crise. Celle logique est la raison d'être des « hedge funds », les fonds de couverture bien mal nommés.

Le dernier livre de Joseph Stiglitz, *Freefall : America, free markets, and the sinking of the world economy*, paru en 2010 (trad. française : *Le triomphe de la cupidité*) est une critique en règle des pratiques actuelles du capitalisme financier, et, sans contester la primauté du marché, il fait des propositions intéressantes pour les tempérer. Il est permis d'aller au delà, **de mettre en cause le capitalisme financier lui-même, et le capitalisme tout court, et de rêver à un monde où la solidarité et la coopération seraient des moteurs, au lieu du profit individuel et de la compétition. Les mathématiciens, on le sait, sont des rêveurs, et il advient que leurs rêves deviennent réalité.** Cependant les mathématiques qu'ils font dépendent, de façon parfois subtile, du monde qui les entoure. La souplesse des mathématiques permet d'envisager et d'étudier d'autres modèles économiques que le modèle actuellement dominant. **Trouver d'autres voies est une affaire à la fois politique et scientifique.**



crime contre les humanités

..... par Marine Roussillon

Dans un contexte de refonte généralisée du système de production et de diffusion des savoirs de la maternelle à l'université, la ministre Pécresse a créé il y a quelques mois un *Conseil pour le développement des humanités et des sciences sociales*. L'intention affichée est louable. Mais les premiers résultats, présentés dans un rapport qui vient d'être publié, (consultable sur <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid23414/conseil-pour-le-developpement-des-humanites-et-des-sciences-sociales-cdhs.html>) évoquent plus une destruction organisée qu'un développement des sciences humaines et sociales.

À quoi servent les Sciences humaines et sociales ?

V. Pécresse, lors de la mise en place du conseil, affirmait l'utilité des SHS : « *Elles seules nous permettent de comprendre et de nous retrouver dans ces changements qui sont parfois si nombreux qu'ils menacent tous les repères intellectuels, sociaux et scientifiques que nous avons patiemment construits* ». Les auteurs du rapport se situent dans la continuité de cette vision utilitariste des SHS, qui doivent d'une part fournir aux futurs cadres une culture générale de plus en plus prise en compte par le patronat, et d'autre part aider le simple citoyen à comprendre le monde contemporain, les évolutions de la science, des techniques et donc de la société.

La dimension critique, scientifique des SHS est complètement oubliée. **La réflexion sur le savoir, sa circulation et ses modes d'élaboration est ignorée.** Pas besoin de spécialisation disciplinaire, ou de formation à la recherche en SHS. Au contraire, « l'enfermement disciplinaire » témoignerait, toujours d'après les auteurs du rapport, de l'absence de curiosité des étudiants. Le rapport préconise donc le remplacement des licences disciplinaires par des licences généralistes (faudrait-il dire de « culture générale » ?) et le développement de formations professionnalisantes.

La comparaison avec la réforme du lycée proposée par Luc Chatel est instructive. Là aussi, les humanités, et la dimension critique dont elles sont porteuses, sont gravement menacées : faut-il rappeler que la réforme propose aux élèves de choisir entre une formation en « Sciences économiques et sociales » et une formation en gestion ? La « revalorisation de la filière littéraire » passe par la réduction de l'horaire de français, et la création pour les élèves de seconde d'un enseignement d'exploration « littérature et

société » dont l'objectif est « d'engager des partenariats permettant une découverte, en situation, des formations et champs professionnels ouverts aux élèves issus de la voie littéraire [...] Cet enseignement doit se faire, autant que possible, en relation avec des partenaires, institutions ou entreprises culturelles proches du lycée ».

Sciences vs. compétences

Il s'agit donc de transformer profondément la vocation des SHS. L'objectif revendiqué est d'améliorer l'employabilité – pourtant pas si mauvaise – des étudiants sortants de filières « littéraires » en accentuant leur professionnalisation. Mais la mise en œuvre de cette « professionnalisation » a un autre objectif : elle donne au patronat local (celui du « bassin d'emploi », devenu la nouvelle unité d'organisation du territoire national) le pouvoir d'influencer les contenus des formations en fonction de ses objectifs à court terme. Les entreprises n'ont plus à investir dans la formation : l'État prend en charge leurs exigences, et met le service public au service d'intérêts privés. Enfin, tous ces projets de réformes visent à remplacer des disciplines cohérentes – la réflexivité, l'analyse de la construction et de la diffusion des savoirs est une spécificité des SHS – par la « culture générale » ayant pour but de produire un discours généraliste – si possible légitimant – sur le monde contemporain.

Cette attaque n'est pas isolée, et les SHS sont en première ligne d'une politique de destruction de la cohérence disciplinaire. La réforme des concours de recrutement des enseignants, la pression pour des enseignants bi ou trivalents au lycée vont dans le même sens. À l'université comme au lycée, les réformes en cours fragmentent les savoirs, pour ne plus transmettre aux futurs travailleurs que des « compétences » sur lesquelles ils n'auront aucun recul critique.

Il ne s'agit donc pas seulement d'une attaque idéologique visant à instrumentaliser les SHS pour les mettre au service du pouvoir, comme on l'a beaucoup dit à propos de l'histoire par exemple. Il s'agit aussi de réserver la maîtrise de savoirs cohérents à un petit nombre, pour ne transmettre à la majorité des élèves, des étudiants et des futurs travailleurs que des compétences directement utiles à leur employeur.

On vise ainsi la reconfiguration du salariat qui passe par un retour sur la démocratisation – certes jamais vraiment réalisée – de l'enseignement supérieur.



crime contre les humanités

Qui veut tuer les SHS ? L'urgence d'un projet politique

Les SHS sont donc en première ligne d'une politique globale de refonte du système de production et de transformation des savoirs, à l'échelle nationale comme à l'échelle européenne. Que la droite et le patronat mènent ce genre de politique n'a, dans le fond, rien d'étonnant. Parmi les signataires du fameux rapport, il y a, certes, le patron de Danone. Mais il y a aussi un spécialiste de théorie littéraire, un sociologue de l'éducation enseignant à l'EHESS, un médiéviste, un philosophe... Pourquoi ces chercheurs participent-ils de la destruction de leurs propres disciplines ?

Cet étrange ralliement est significatif d'une défaite idéologique : les idées de démocratisation et d'émancipation par le savoir, la revendication d'une formation ambitieuse pour tous et d'une recherche libre et autonome semblent désuètes. Des années de pénurie de moyens ont convaincu beaucoup d'acteurs de l'université de l'impossibilité d'un tel projet. Les abandons successifs de la gauche – jusqu'au soutien de la loi LRU par le PS – et les urgences de la crise économique ont encore aggravé la situation. Pour contrer la politique de la droite, il est donc urgent de porter un projet politique affirmant **non seulement la possibilité, mais la nécessité d'une politique des savoirs progressiste**, réaffirmant l'utilité sociale de la recherche et de l'enseignement – y compris lorsqu'ils ne « servent » pas directement l'innovation et l'employabilité.

Dans un monde où les savoirs jouent un rôle de plus en plus important, nous avons besoin plus que jamais d'en libérer la production et de développer une formation émancipatrice.

Oui, la formation initiale a pour vocation, entre autres, de former de futurs travailleurs. Mais ces travailleurs devront être capables de réflexion critique, pour pouvoir participer à la vie démocratique de leur pays et – quand la démocratie sera enfin entrée dans l'entreprise – de leur lieu de travail. Dans un contexte d'évolution rapide des technologies, ils devront suffisamment maîtriser les savoirs qu'on leur a transmis pour pouvoir continuer à apprendre, à se former et à évoluer tout au long de leur vie.

Pour cela, il est nécessaire de défendre la spécificité des SHS, leur dimension scientifique et critique. Plus largement, les disciplines, lieux de mise en cohérence des savoirs, doivent être maintenues, et le lien entre recherche et enseignement doit être renforcé (au contraire de ce que projette la réforme de la formation des enseignants).

Enfin, plutôt que de développer des licences généralistes, copiant le modèle des classes préparatoires sans en avoir les moyens financiers, nous nous battons pour un système d'enseignement supérieur unique et pluraliste, intégrant les classes préparatoires au sein de l'université. Multiplier les filières dans un système unique permettrait à la fois de mettre en place de nombreuses passerelles entre les formations et les filières et d'allouer les ressources de manière plus démocratique, en donnant plus de moyens aux étudiants qui en ont le plus besoin.

Le capitalisme est dans une crise profonde. Répondre à cette crise en répétant et en amplifiant les logiques qui l'ont produite, c'est aller droit dans le mur ! Au lieu de mettre l'enseignement et la recherche au service de la rentabilité financière, nous pouvons nous appuyer sur ces services publics, sur les logiques de coopération et de partage qu'ils promeuvent, pour changer de système.



la recherche en SHS aujourd'hui quels enjeux ? quelle politique ? quel horizon ?

interview de **Philippe Büttgen**, chercheur en philosophie, secrétaire général adjoint du SNCS-FSU

réalisée par **Dina Bacalexi**

L'actualité de la réflexion sur le devenir des Sciences humaines et sociales (SHS) dans notre système d'enseignement supérieur et de recherche est liée à la parution, le 14 janvier 2010, du premier rapport d'étape du *Conseil pour le développement des Humanités et des Sciences sociales* (CDHSS). Une remarque préliminaire sur ce rapport. Le CDHSS, constitué au printemps 2009 par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, était une instance intéressante, composée de plusieurs personnalités représentatives de la recherche en SHS dans sa diversité. La politique a vite repris le dessus. Le « rapport Maurel », du nom de la présidente du CDHSS, est l'alter

ego du rapport Zerhouni, à l'origine de l'*Alliance de la vie et de la santé* (AVIESAN), nouvel instrument de contrôle de la recherche contre lequel les personnels de la recherche sont actuellement mobilisés. L'*Alliance des SHS* préconisée par le nouveau Conseil prétend fédérer les forces des universités, des grandes écoles et des organismes de recherche. Le plus visible dans les préconisations du rapport Maurel, ce sont surtout les intérêts individuels qu'elles servent. Pour le reste, l'*Alliance* constate et organise, dans un étonnant mélange de franchise et d'abaissement, l'extinction de la recherche en Sciences humaines et sociales.

Dans ce rapport, ce qui saute aux yeux, c'est d'abord le fait qu'on envisage les SHS sous le prisme de « l'utilité », associée à « l'employabilité ». Pourquoi une telle insistance ? Pourquoi spécifiquement pour les SHS ?

Le souci du devenir professionnel des étudiants en SHS est légitime, mais il est recouvert, dans le rapport, par la question de l'« employabilité » de ces étudiants, elle-même immédiatement identifiée à l'« utilité » des Sciences humaines et sociales. On passe ainsi presque sans transition de la question de l'insertion professionnelle des étudiants à celle de l'utilité d'un ensemble de disciplines, les difficultés des premiers étant censées refléter une crise des secondes. Le procédé manque évidemment de rigueur, mais la rigueur n'est pas la principale préoccupation de l'actuel ministère. Plusieurs membres du Conseil sont suffisamment bons logiciens pour identifier, dans le rapport lui-même, la vieille tactique de stigmatisation qui consiste à poser la question de l'utilité aux seules SHS.

Le ministère, quant à lui, a d'autres priorités. Faire passer tout un ensemble de disciplines sous la toise de l'« employabilité » est l'impératif de la stratégie de Lisbonne, cette machine à fabriquer du diplôme rentable plutôt que du savoir libre – il est vrai que c'est plus facile. Ce qui s'entend derrière l'éloge des SHS et de leur « utilité », c'est une subtile mise en cause de leur contribution à la *knowledge-based economy*, seul critère, pour les gouvernants, de la validité d'une connaissance.

Personne n'a évidemment quoi que ce soit contre l'idée que des diplômés SHS puissent travailler en entreprise. Les rapports ministériels sur la recherche sont le nouveau dictionnaire des idées reçues et des faux problèmes. Posons les vrais : si la question de l'emploi des diplômés des SHS est aujourd'hui si

aiguë, c'est parce que l'État s'est brutalement retiré de sa mission éducative.

On sait du reste que les diplômés SHS ne réussissent pas plus mal, et en vérité plutôt mieux, que ceux des autres disciplines. Un récent « manifeste » de présidents d'université a eu la vertu de le rappeler. Les parcours professionnels issus de formations en SHS sont parfois moins linéaires que ceux des autres disciplines. Cela ne signifie pas nécessairement qu'ils soient moins réussis. L'apparente commisération gouvernementale pour les étudiants en SHS prospère sur l'ignorance et le mépris.

Dans ce rapport, mais pas seulement, car c'est une idée assez répandue, les SHS sont envisagées comme une « culture générale » à apporter aux futurs cadres, ce qui sous-entend qu'il n'y aurait pas besoin d'une recherche en SHS...

La particularité des SHS est qu'elles ne sont pas toutes formalisables, plus encore : que la distinction entre disciplines formelles et non formelles, modélisation et interprétation, y est sans pertinence, car sans cesse remise en cause par le progrès des savoirs. Plutôt que de nous laisser aller à la poésie paresseuse des SHS comme supplément d'âme ou – c'est la même chose – auxiliaire des techniques managériales, il nous faut porter en permanence la cause des savoirs qui ne sont pas formels, pour une raison simple : ils n'impliquent pas moins de compétences que les autres.

Quand les dirigeants d'entreprises disent que les diplômés en SHS sont talentueux, ils sont sincères. Ils constatent quelque chose de réel, qu'ils ne savent néanmoins pas situer : non pas un flair ou une finesse particulière, mais une compétence, différente de celles requises par les techniques comptables, mais non moins exigeante quant à ses modes d'acquisition.



la recherche en SHS aujourd'hui quels enjeux ? quelle politique ? quel horizon ?

Notre préoccupation n'est pas de faire l'apologie des SHS, de dire qu'elles peuvent « servir » en entreprise : nous n'en doutons pas. Notre tâche est d'affirmer que les SHS sont des sciences, donc qu'elles impliquent des compétences. Traduire, éditer, interpréter, faire un état de la question sont des compétences. Celles-ci ne sont pas toujours formalisables comme dans d'autres domaines, ou bien elles le sont autrement, mais elles nécessitent en tout état de cause un effort au moins égal pour leur acquisition. Le devoir d'une politique de recherche est d'être à la hauteur de l'effort permanent des chercheurs et des étudiants. Encore une fois, la nouvelle pitié gouvernementale pour les « pauvres SHS » est la marque d'un laisser-aller intellectuel et politique.

Parlons du rapport et des risques qu'il comporte.

Le premier risque se trouve dans le rapport lui-même, c'est-à-dire dans un type de politique de la science qui sous couvert d'expertise justifie les injonctions venues des ministères. Les *Alliances*, comme celle que le rapport Maurel préconise pour les SHS, ne sont rien d'autre que l'outil institutionnel d'un nouveau pilotage, à une époque où les universités sont censées être « autonomes ». On voit à quel point elles le sont : les *Alliances* n'ont aucun statut juridique, et sont l'expression d'un dirigisme à l'état sauvage. En l'occurrence, pour les SHS, c'est un face-à-face qui est instauré entre les organismes de recherche – en premier lieu le CNRS – et la Conférence des présidents d'Universités (CPU). Selon les nécessités du moment, on pressurera le CNRS ou la CPU...

Autre danger, plus qu'avéré : la recomposition de la recherche dans les SHS entérine leur disparition. Citons le rapport, p. 92-93, où il est question du « *partenariat stratégique renouvelé plus sélectif* » qui doit mettre en œuvre par le CNRS. On s'interroge : « *sur quelle base des laboratoires quitteront-ils le réseau CNRS ?* » Il est précisé dans une note : « *Compte tenu des départs massifs à la retraite et de la politique de non remplacement d'un agent sur deux, la présence des personnels CNRS dans les unités est appelée à se réduire fortement à moyen terme. Sans embauches nouvelles, les effectifs de chercheurs seront divisés par deux à l'horizon de cinq à dix ans* ». Et plus loin, p. 94 où il est question du « rôle de l'institut national des SHS » au CNRS : « *Si dans un proche avenir le nombre de chercheurs est appelé à décroître significativement, la question du maintien du statut de chercheur se posera en des termes nouveaux* ». Rarement les choses ont été dites aussi explicitement, et l'on peut en féliciter les auteurs du

rapport Maurel : le remodelage du paysage scientifique des SHS présuppose qu'on s'est résigné à leur extinction, voire qu'on cherche, pour soi-même ou sa chapelle, à en tirer avantage ! La démographie des laboratoires confirme quotidiennement ces prévisions. Si cela n'est pas mourir à petit feu...

Tous les rôles nouveaux envisagés pour le CNRS, l'université, etc., relèvent d'une gestion de pénurie. Les nouveaux « experts » consacrent leur intelligence au rationnement des savoirs. Qui parlait de « Développement des Humanités » ?

Les SHS, et plus spécifiquement les « humanités », ont longtemps constitué un outil de sélection sociale et de reproduction de l'élite. Comment pourraient-elles se défaire de cette image ? Quelle politique progressiste en SHS ?

Celle de l'effort partagé : celui de l'étudiant et celui de l'État. Dès qu'on comprendra, de part et d'autre, qu'en choisissant la philosophie, la philologie ou l'archéologie on choisit un métier – pas seulement, mais d'abord un métier, – exactement comme quand on s'oriente vers la pharmacie ou la comptabilité, on commencera à poser les problèmes autrement.

Toute la démocratie n'est pas là, mais elle commence là. Le premier pas est d'imposer l'idée que la formation en SHS n'est pas un pis-aller, mais une formation à part entière et que cette formation répond à des besoins sociaux : celui de l'accès des citoyens aux œuvres de l'esprit, accès que l'État sert à assurer.

Si on s'avisait qu'il s'agit d'abord, en SHS comme ailleurs, d'acquérir et de transmettre un métier – celui du traducteur, de l'interprète, de l'exégète, tous les métiers liés à la manipulation des signes et de l'écrit, – et pas seulement d'enchanter le monde, on poserait la vraie question d'un tournant « progressiste » des SHS. On pourra ensuite tout à fait imaginer un transfert de ces compétences dans l'industrie ou les services. Mais ce qui est clair d'emblée, c'est que l'apprentissage des métiers SHS n'est jamais facilité par le désengagement de l'État, c'est-à-dire d'une instance, l'école publique, avec laquelle le devenir des humanités se confond partiellement depuis deux siècles.

On peut imaginer un développement parallèle des SHS en dehors de l'École, mais on ne voit pas en quoi celui-ci sera facilité par la destruction de l'École et le retrait de l'État auxquels on assiste actuellement.

N'oublions pas que les choses vont vite, en SHS comme dans l'Éducation nationale, et que les dégâts commis depuis deux ans dans ces deux domaines ne tarderont pas, sans riposte, à devenir irréparables.



On trouvera dans ce qui suit des extraits significatifs des propositions du PCF relativement à l'enseignement supérieur et à la recherche ; des documents plus complets ou adaptés au contexte régional sont à rechercher notamment dans la réponse du PCF à SLU et dans les sites régionaux du PCF.

Ces propositions sont destinées à servir de mandat à des régions orientées à gauche. Dans toutes les régions, quel que soit le cas de figure, les élu-e-s et les militant-e-s du PCF les feront vivre et veilleront à leur développement.

La question maîtresse dans toute reconquête et politique de gauche consiste à permettre le déploiement des résistances populaires à la politique de Sarkozy et à construire des digues entravant sa mise en œuvre.

Pour cette raison, en ce qui concerne l'enseignement supérieur et la recherche, nous mettons l'accent sur plusieurs idées centrales et nous attirons particulièrement l'attention sur les « partenariats public/privé ».

1. L'enseignement supérieur doit être régi par une politique nationale s'appuyant éventuellement sur des articulations régionales qui ne peuvent être conçues de façon arbitraire au gré des majorités régionales. Le Contrat de plan État-Région doit être donc complètement revisité pour permettre la plus grande cohérence dans l'offre de formation supérieure, la lutte contre les inégalités sociales, la coopération entre territoires en lieu et place de la concurrence organisée actuellement. La logique de service public doit parcourir de part en part la contractualisation.

Quelles sont les instances qui décident de l'offre publique de formation supérieure ? En réponse à cette question, les candidat-e-s du *Front de Gauche* insisteront sur le point suivant : à l'issue de la Loi Edgar Faure(1968), l'organisation de l'offre publique de formation supérieure était dévolue au CNESER (Conseil national de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) ; il devait s'appuyer sur des instances régionales à géométrie identique, les

CRESER (Conseils régionaux de l'Enseignement supérieur et de la Recherche). **Nous devons exiger leur création immédiatement, puisqu'ils n'ont JAMAIS VU LE JOUR.** Les CESR (Conseils économiques et sociaux régionaux) ne peuvent s'y substituer, bien qu'ayant leur utilité propre. La géométrie du CNE-SER permet une relative démocratie, une transparence des choix et une indépendance par rapport au pouvoir politique, même s'il est présidé par le ministre de tutelle. C'est la raison pour laquelle il a été mis en sourdine année après année, à défaut de pouvoir le supprimer.

Comme la LRU amplifie le mouvement déjà engagé en donnant de plus en plus d'importance à la CPU (Conférence des présidents d'Université) et en accentuant la dérive institutionnelle générale, c'est une raison supplémentaire de continuer à exiger son abrogation et son remplacement INTÉGRAL par un dispositif législatif totalement nouveau, conformément aux propositions du PCF pour une nouvelle République.

2. Précariser les fondations

Les régions veilleront à la transparence du fonctionnement des fondations issues de la LRU ; ces fondations, canaux nouveaux de la financiarisation et d'explosion de la logique de service public, ne pourront en aucun cas être conservées dans le cadre d'une politique nationale de gauche.

Au niveau régional, une politique de contrôle strict peut rendre les fondations précaires et menacées dès leur mise en place ; avec elles, la porte est ouverte à la dépendance des établissements d'enseignement supérieur de fonds privés et au désengagement financier de l'État.



3. Expérimenter de nouvelles instances de confrontation entre la communauté scientifique et la population. Cette exigence se traduira notamment par la **transformation des pôles de compétitivité en pôles de coopération à vocation scientifique, technologique et industrielle** : cela implique le principe de l'égalité d'accès de toutes et tous, la libre association, la mise en commun et le partage des compétences et des ressources, la garantie de financements publics stables et récurrents. Ce dernier point n'est évidemment pas du ressort principal des régions, mais elles y contribuent au niveau des infrastructures, du foncier, etc.

Les régions reconquises à gauche ne feront pas que s'opposer à tout transfert de charges de l'État vers les elles, même si cela demeure un impératif. Elles doivent être en première ligne pour effectuer le suivi des exigences budgétaires et le respect des engagements contractuels de l'État, même sous la forme très pauvre et biaisée de la contractualisation quadriennale actuelle. Elles veilleront particulièrement à la rénovation du bâti existant conformément aux exigences nouvelles en matière environnementale. Le lieu privilégié de telles évaluations indépendantes du pouvoir d'État est évidemment constitué par les CRESER.

Les CRESER seraient en outre en première ligne pour s'opposer à toute restructuration du potentiel régional d'enseignement supérieur et de recherche qui serait l'objet de tentatives technocratiques découlant de la réforme Balladur (Grand Paris, Marseille, Nice-Côte d'Azur où les projets gouvernementaux sont déjà très avancés etc.). L'enseignement supérieur serait le vecteur d'une dynamique d'aménagement **démocratique** des territoires qui subissent aujourd'hui les assauts de la recherche de rentabilité du capital, de la spéculation foncière et financière.

Les régions reconquises sur une base de gauche veilleront en particulier à rendre publics et à dénoncer les aspects nocifs de la politique néolibérale de la Commission européenne, et mettront les populations en mesure de s'y opposer.

La vision du Front de Gauche pour les régions casse les baronnies et féodalités, favorise l'émergence d'une citoyenneté nouvelle au plus près des exigences populaires, reconstitue l'unité nationale à partir des besoins humains, dans une solidarité territoriale fondée sur le développement des droits et pouvoirs individuels et collectifs. Pour le Front de Gauche, le moment est désormais venu de satisfaire à l'exigence générale d'extraire les domaines du savoir, de la recherche et de la culture, des contraintes et négociations de l'AGCS.

4. Rapprocher l'enseignement supérieur des milieux populaires

Cela peut se faire (non exclusivement) par un soin particulier à toutes les formations technologiques (comme les DUT) qui sont du ressort régional. L'intégration à marche forcée des IUT dans les « pôles universitaires » qui sont l'expression dans le domaine universitaire des pôles de compétitivité, doit faire l'objet d'une évaluation critique et de contre-propositions si nécessaire. Là encore, ce sera aux régions de veiller à la fois à la **cohérence de l'offre nationale**, à empêcher toute amputation et à permettre l'accès aux formations supérieures de la majorité de la population. Cela passe par la **diversification** de l'offre (sans filières « cul-de-sac »), sa proximité, une politique adéquate des transports en commun, du logement étudiant etc. Les potentiels régionaux d'enseignement supérieur technologique doivent jouer un rôle de premier plan dans la définition d'une **nouvelle politique industrielle** qui anticipe au lieu de se plier aux contraintes de la rentabilité à court terme.

Les régions reconquises sur une base de gauche seront en première ligne pour poser les fondements d'une nouvelle articulation entre formation générale et formation à vocation professionnelle ; à cet égard, elles devront rompre avec un long héritage faisant des Chambres patronales le seul lieu d'expression des besoins en la matière. Elles devront affirmer la nécessité contemporaine d'une acquisition avancée des savoirs et savoir-faire pour tous et toutes ; elles devront conjuguer – et non opposer – formation initiale et continue.

Cela suppose un regard beaucoup plus exigeant sur l'aide publique aux entreprises, une contractualisation nouvelle imposant au capital des missions de service public dont il ne puisse s'exonérer.

Même si les politiques régionales ne peuvent suffire à établir de nouvelles normes, les régions devront afficher clairement cette orientation et lutter pour l'obtenir.



5. Les attributions régionales en matière de Recherche sont essentiellement liées à la politique d'innovation technologique. Les régions n'ont pas compétence pour intervenir sur la politique scientifique des grands organismes (CNRS, INSERM, CEA etc.). Le PCF ne souhaite d'ailleurs pas de changement à cet égard. Les régions s'opposent dans ce domaine comme dans d'autres au transfert éventuel de charges de l'État vers elles et refuseront tout transfert de compétence dans la politique scientifique des *Grands organismes publics de Recherche*.

Contrairement à la situation de l'Enseignement supérieur, beaucoup de régions sinon toutes ont mis en place un CRSRT (Conseil régional scientifique de la Recherche et de la Technologie), sur le modèle du CSRT (Conseil scientifique de la Recherche et de la Technologie). Cette instance nationale a joué un rôle non négligeable dans un passé encore récent pour contrer par ses avis nombre d'orientations néfastes. Indépendante du pouvoir politique bien que présidée

6. Une politique régionale de gauche pour la recherche doit donner aux instances précitées un rôle de recours par rapport à l'AERES (Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur), afin que les chercheurs et enseignants-chercheurs puissent déposer des dossiers au cas où ils auraient à se plaindre de ses « évaluations ». **Cette Agence n'a aucune place dans un projet politique de gauche. L'évaluation scientifique doit revenir aux instances dont le prototype est le Comité national du CNRS, maintenant privé factuellement de cette mission.** Les CRSRT doivent se constituer en ins-

7. Les régions de gauche doivent contrôler strictement les aides publiques en matière de Recherche technologique et industrielle et demander un rapport circonstancié sur l'utilisation du CIR (Crédit impôt-recherche) pour les entreprises qui entendent s'implanter sur leur territoire, afin de s'opposer dans la mesure du possible à tout emploi précaire financé par le CIR. Si elles constatent, après vérification, que le CIR a un effet d'aubaine, elles exigeront son remboursement. Le CRSRT est l'instance qui **doit** instruire ces questions. Cela ne fait nullement double emploi avec les exécutifs où les dossiers de cette nature ne peuvent être étudiés en

par le ministre de tutelle ou son représentant, elle ne pouvait rester longtemps sans subir les assauts du pouvoir : sa suppression pure et simple étant trop risquée, on la mit en veilleuse par divers biais jusqu'au coup de grâce du « Pacte pour la Recherche ». Il faudra songer le moment venu à la rétablir dans toutes ses prérogatives.

Les instances régionales, dans des régions reconquises à gauche, devront jouer pleinement leur rôle d'examen critique des impacts régionaux de la politique de recherche nationale. Mais les régions ne peuvent ni ne doivent se substituer à l'État en matière de financement public des Grands organismes publics de Recherche. Elles peuvent seulement soutenir financièrement des projets d'intérêt régional, essentiellement des projets liés à l'activité industrielle dans sa composante technologique. Elles peuvent aussi, comme pour l'université, suivre de près les tentatives d'intrusion des directives de l'UE au niveau régional et s'y opposer le cas échéant.

tance d'appel. Évidemment, cela n'est pas « prévu », et pour cause ; mais une politique régionale de gauche ne peut s'y soustraire.

Même si ces recours ne sont pas reconnus nationalement, ils constitueront pour la communauté scientifique un signe clair qu'une politique de gauche reviendra de façon déterminante sur les choix sarkozyens.

Ainsi l'AERES serait mise sur la sellette, ses avis précarisés : voilà comment l'annonce faite par plusieurs forces de gauche que cette Agence ne survivra pas à des choix nationaux de gauche prendrait tout son sens.

profondeur, ni avec les CESR (Conseils économiques et sociaux régionaux). Bien évidemment ces dispositions ne se substituent pas aux réformes fiscales de grande ampleur au niveau national.

Les régions mettent en place un Observatoire des entreprises de type TPME hi-tec ; elles étudient et surveillent les coopérations de ces entreprises avec le tissu de recherche régional afin d'éviter toute tentative d'utilisation des potentiels publics à des fins de profit privé. Les laboratoires publics ne sont pas les béquilles de l'industrie Hi-tec ! Les régions étudient en détail les contrats éventuels et les partenariats public-privé qui ne doivent en aucun cas se substituer au financement récurrent des laboratoires, ni leur servir d'« appoint » financier.



LES PARTENARIATS PUBLIC/PRIVÉ

Les partenariats publics/privé (PPP) constituent un cadre juridique précis contraignant et sans cesse adapté, transformé par le gouvernement pour permettre de créer de nouveaux outils de marchandisation en laissant le capital privé agir pour le compte de la puissance publique mais dans une logique qui n'a rien à voir avec celle du service public. Ce « partenariat » prévoit des clauses de financement par les institutions publiques qui peuvent constituer (et sont d'ores et déjà dans de nombreux cas) de véritables bombes à retardement pour les finances des collectivités territoriales. C'est déjà le cas au moins pour deux OIN (Opération d'intérêt national), le Plateau de Saclay et l'OIN de la Plaine du Var. Le récent rapport Larrotourrou s'inspire pour le Grand Paris de la même logique. **Le PCF rejette, condamne de tels montages, véritables chevaux de Troie de la réforme des Collectivités territoriales envisagée par la commission Balladur qui mettra ainsi en œuvre les décisions de l'Union européenne relatives à la mise concurrence généralisée des territoires sur la base de l'attractivité des capitaux privés et de la guerre économique, concurrence supposée être « libre » et non faussée par quelque intervention que ce soit de la puissance publique.**

Les régions disposant d'un exécutif de gauche et mettant en œuvre une orientation de gauche devront selon nous :

- alerter de la façon la plus claire les populations concernées sur les dangers de ce dispositif juridique.
- construire avec elles les éléments de la résistance indispensable et la recherche obstinée d'alternatives ; pour ce faire elles s'appuieront sur les pôles

financiers publics qu'elles seront amenées à constituer (Pôles bancaires publics régionaux), un système d'appels de marché profondément revisité, dépouillé de toute annexe occulte en matière de financement et un crédit fondé sur l'octroi de prêts à taux zéro pour les opérations d'intérêt public. Elles rejeteront ou renégocieront les marchés léonins et refuseront catégoriquement de substituer les financements régionaux à ceux de l'État.

- Les CRESER peuvent aussi jouer un rôle utile dans ce dispositif.

Cette notion de partenariats public privé peut donc être la source d'une très grave confusion ; cette confusion des genres est exploitée à l'envi par V. Péresse qui manie impudemment le couple Partenariats public-privés/coopérations. Le gouvernement n'a cure des coopérations. il met en œuvre des asservissements des services publics et des collectivités territoriales à la recherche du profit des grands groupes privés dont l'appétit est devenu sans frein ni limite.

La coopération multiforme, indispensable à nos yeux, entre établissements d'Enseignement supérieur et entreprises privées, notamment dans le domaine de la recherche technologique, industrielle, voire fondamentale, y compris en matière de formation, est une conception très différente de celle des PPP. Une telle coopération doit impérativement se faire sur la base de la logique de service public afin d'éviter que les entreprises privées utilisent à leur profit et sans contrôle strict les recherches menées dans les laboratoires publics. Les échanges d'information, de production, de résultats doivent s'effectuer dans les deux sens dans la plus grande transparence.

Parti communiste français
2 place du Colonel-Fabien
75019 Paris

site : www.pcf.fr

webtv : www.alternatv.fr



AU ROYAUME-UNI

Libertés académiques menacées

Un chercheur de l'université de Sheffiels perd son travail en 2006, après avoir tiré la sonnette d'alarme sur ses difficultés d'accéder à des données concernant un médicament, à cause de son financeur, Procter & Gamble. Un maître de conférences au Dartington College of Arts se fait renvoyer après 30 ans d'activité, car ses excuses d'avoir publiquement critiqué son directeur n'ont pas été considérées comme suffisamment sincères [...].

« La menace est présente de la même façon dans tous les pays qui ont opéré un tournant décisif vers l'emploi de gens sans sécurité d'emploi à long terme », déclare le président de l'Americian Association of University Professors [...].

Une grande majorité d'universitaires britanniques considèrent que la plus grande menace pour les libertés académiques sont le mercantilisme et la managérialisation. [...]

Lire l'article de Z. Corbyn, Chr. Bode et D. Gunkel, *A clear and present danger*, Times Higher Education, 11.02.2010, sur le site :

<http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article3456>

Suppression de centaines de postes, tandis que les universités se préparent à affronter les coupes budgétaires

Plus de 200 suppressions de postes au King's College de Londres, vers les 150 à l'université de Westminster [...]. Fermetures de campus entiers et transfert des étudiants sur d'autres sites [...]. Abandon de bourses et aides aux étudiants les plus pauvres [...]. Suppression des cours de sciences humaines où le nombre des participants est insuffisant : l'University of the West of England a déjà supprimé les cours de français, d'allemand et d'espagnol ; à Surrey, le BA (bachelor of arts) de sciences humaines a été supprimé. [...].

Peter Mandelson a dit que « les universités doivent participer au serrage de ceinture » (sic) et que « les universités doivent ajuster les cours afin de correspondre à la demande » (re-sic).

Lire l'article de J. Shepherd et O. Bowcott, *Thousands to lose jobs as universities prepare to cope with cuts*, paru le 7.02.2010 sur le site du Guardian :

<http://www.guardian.co.uk/education/2010/feb/07/job-losses-universities-cuts>

MOBILISATION EUROPÉENNE CONTRE LE PROCESSUS DE BOLOGNE

Les **11 et 12 mars**, les ministres européens de l'Enseignement et des Sciences veulent célébrer le **10ème anniversaire du Processus de Bologne** et se rencontreront à Vienne. Au vu du mouvement de protestation actuel dans de nombreuses universités européennes, ce sommet équivaut à une véritable provocation.

Faisons le procès au processus de Bologne ! Appel international pour une participation au contre sommet du 11 mars à Vienne !

Semaine de mobilisations contre le *Processus de Bologne*, du 11 au 14 mars à Vienne. Lire la suite sur le site : <http://bolognaburns.org>

CRISE GRECQUE : UN « ENSEIGNEMENT » POUR L'EUROPE

Aujourd'hui, plusieurs « experts » très bien informés semblent découvrir la dette grecque, l'économie affaiblie voire exsangue du pays, la fraude fiscale et le travail au noir qui privent l'État de ses recettes, les subventions européennes englouties par différents « scandales ». [...] Aujourd'hui, quand le gouvernement socialiste de Giorgos Papandreou annonce une austérité drastique, les « marchés » (qui ?) le félicitent. Aujourd'hui encore, le peuple grec se demande dans quel piège il est tombé, lui qui pensait voir enfin le bout du tunnel, en chassant à grands coups de pied la droite omnipotente de Costas Karamanlis, [...] une droite qui a distribué à ses amis des autorisations d'ouvrir des soi-disant « établissements d'études supérieures libres » privés (dont la plupart ne discernaient aucun diplôme reconnu), illusion d'accès au savoir pour de nombreux jeunes n'ayant pas réussi le concours d'entrée à l'université. [...]

Oui, la Grèce est bien dans la zone euro [...] La zone euro, l'euro remplaçant la drachme, la modernité, l'avenir : [...] Imaginez le système du paradis dont rêvent les libéraux : un quart des PME ou TPE ne déclarent pas leurs

salariés, ce qui accroît la fraude fiscale et empêche toute revendication. Imaginez encore l'avenir radieux des « ruptures à l'amiable » et autres « auto-entrepreneurs » [...] : dans les nombreuses écoles privées de langues (mais aussi dans d'autres PME ou TPE), les mêmes salariés, souvent très qualifiés avec de hauts diplômes universitaires, sont « embauchés » pour 9 mois, la durée d'une année scolaire, licenciés par la suite (pour travailler au noir) et réembauchés à la rentrée sous le même régime ; ou bien pire : les salariés ne sont pas embauchés du tout, mais considérés comme des prestataires de services indépendants, de sorte que l'employeur n'a aucune obligation à leur égard... [...]

Voilà le problème majeur de notre Europe : de Maastricht au Traité de Lisbonne, elle a été conçue et a fonctionné comme un grand marché capitaliste, dans la joie et la bonne humeur des prédateurs de tout poil [...]. Lire l'article sur le site :

<http://www.pcf-corbeil.fr/web/index.php?post/2010/02/15/La-Grece-les-piranhas-Cohn-Bendit-et-son-divan>



« En 2010, l'université de Nice change de dimension » : voilà ce que déclare tout de go son président. Examinons deux extraits significatifs de ses déclarations.

Le « changement de dimension » prend d'abord chez lui la figure extraordinaire de la possibilité de « transformer un poste de jardinier en poste de professeur » ! Certes, les *Dialogues avec mon jardinier* montrent avec éloquence que la conception du monde la plus avancée se rencontre parfois là où on ne l'attend pas, et en particulier auprès des jardiniers. Mais chacun comprend que la question n'est pas là. Chacun comprend aussi que si la transmutation rêvée par le président de l'Université de Nice est devenue possible grâce aux vertus d'une loi scélérate, la LRU (qui n'est pas une loi sur l'autonomie, mais sur la dépendance financière des universités de fonds extérieurs, le renforcement de la tutelle étatiste et la présidentialisation de leur gouvernance), l'inverse l'est aussi et beaucoup plus crédible encore. Notez que remplir l'Université de Nice de jardiniers est une façon originale de contribuer à répondre à la crise climatique puisque le sommet de Copenhague s'est conclu par un fiasco. On a beau être partisans de solutions radicales, avouons humblement n'avoir jamais songé à pareil « changement de dimension » !

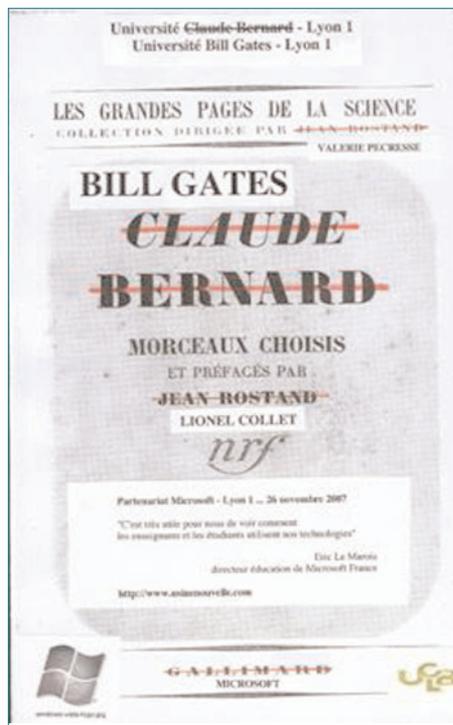
Plus loin, notre président poursuit le rêve éveillé de remplir les caisses de son université par appel au versement des droits de succession « plutôt qu'au fisc » (sic), en soulignant qu'ainsi l'impôt sur la fortune est défiscalisé à 60%. Verser à l'Université plutôt qu'au fisc, voilà l'argent utile, cela ne fait pas de doute. Le fisc, voilà l'ennemi ; cela, dans la bouche d'un président d'Université est réellement un « changement de dimension ». Mais le journaliste de *Nice-Matin* lui-même trouve la chose un peu forte. Peut-être considère-t-il aussi à bon escient que les « calculs » du président sont, disons, un peu fantasmatiques. Aussi change-t-il de sujet pour parler de choses sérieuses, à savoir la pluie de milliards d'euros du *Grand emprunt*. La réponse du président laisse pantois : « il [le *Grand emprunt*] pourrait nous donner un coup de pouce ». Peut-être a-t-il à ce moment de l'entretien un éclair de lucidité ? Le *Grand emprunt* est une supercherie à laquelle lui-même ne croit pas ; il fait bien. Laissons là les songes hivernaux de notre président, lequel n'est pas, à ce qu'on sache, un membre de la garde rapprochée de Sarkozy.

Eh bien, est-ce là tout ? On pouvait dire, mon Dieu, bien des choses en somme ; par exemple, tenez : avec la LRU de Mme Péresse, (portée, faut-il le dire, sur les fonts baptismaux par des voix connues pour leur appartenance au PS, n'est-ce pas M. Lang, n'est-ce pas M. Attali ?), l'enseignement supérieur cesse d'être un service public pour devenir marchandise comme les hot-dogs.

Que rien ne soit sacré ou voué à le demeurer à notre époque de « changement de dimension » est une chose dont il n'y a pas lieu de s'indigner ; que l'enseignement supérieur descende de son piédestal pour ouvrir largement portes et fenêtres du savoir le plus avancé aux filles et fils des couches populaires, voilà de quoi réjouir tout démocrate, tout citoyen de gauche ; au passage, cela ne fait pas partie du « changement de dimension » auquel rêve notre président, lui qui déclarait sans la moindre hésitation que « l'université n'a pas vocation à accueillir tout le monde ». Mais chacun conviendra qu'il y a une différence entre descendre du piédestal et finir au caniveau.

On pouvait dire encore que cette loi en 4 articles de notaire moliéresque, votée en catimini à la faveur de la victoire de Sarkozy, laissant certaines forces de gauche (le PS en particulier) défaites et sans voix un long moment, ouvre grandes les portes à la logique de la financiarisation dont on a commencé à entrevoir les ravages. Encore ne faut-il pas imaginer que le capitalisme puisse s'en séparer ; Mme Parisot, grande experte, ne disait-elle pas que « la financiarisation fait partie du capitalisme, l'une n'est pas concevable hors de l'autre » ? Voilà aujourd'hui un connaisseur en gastronomie régionale qui, sur *Europe 1*, s'étouffe à l'idée qu'un jeune chef reprenneur d'un illustre restaurant de Tournus se voit répondre par ses banquiers à qui il demande un crédit : « Faites-nous une pizzeria ». Le caniveau, vous dis-je, sans la moindre volonté de jeter l'opprobre sur la pizza. On pouvait dire, comme le soulignent les initiateurs de l'*Appel des appels*, que cette politique conduit partout à la destruction de ce qui fait l'âme des métiers.

Pour toutes ces raisons et bien d'autres encore, le *Front de Gauche* est LE « changement de dimension » en politique, celui qui fait lever l'espoir, celui qui bouscule une société boulimique de la logique du fric, celui de la reconquête à gauche.



le vote utile à gauche et à la gauche

..... par OLIVIER GEBUHRER

Le 14 mars est maintenant à quelques **encablures**. J'ai décidé de vous parler personnellement. Les communistes ont un parti mais ce ne sont pas des robots. Ils et elles ont chacun-e leurs idées. Ils et elles ont leur façon propre de les décliner. Le positionnement du PCF comme tel pour ces élections est public et connu. Les votes qui se porteront sur les listes présentées par la *Front de Gauche* serviront toutes à faire en sorte que des exécutifs ancrés à gauche sortent des urnes au second tour dans le plus grand nombre de régions possible. Il n'est pas question d'« accord technique » : il n'y a donc aucune équivoque possible.

Dans ce qui suit, **je voudrais me consacrer à discuter avec des amis et collègues de gauche qui hésitent ou, même, ont déjà choisi, dans de nombreux cas, de voter socialiste au premier tour.** Leur argument est simple : ils ne veulent pas prendre le moindre risque face à la droite d'une part, à Europe-Écologie de l'autre.

Il est déjà arrivé aux communistes de voter pour un candidat de droite et pas seulement aux régionales : le barrage à l'extrême-droite est un impératif absolu. Mais cette situation n'est pas de celles que l'on veut revoir et ce n'est pas là la question posée. Faire barrage à la droite, c'est s'opposer à tous les dangers, à une politique dévastatrice, y compris dans les régions.

Les ambiguïtés d'Europe-Écologie, dont les chefs de file approuvent l'essentiel des mesures ultra-libérales venant de l'UE, constituent un risque à ne pas courir. L'avenir de l'écologie politique est à gauche, comme le pensent nombre de ses militant-e-s.

Or, s'opposer ne suffit pas. Refuser le risque non plus.

Dans ces élections, toute citoyenne et tout citoyen de gauche, a fortiori universitaire ou chercheur, doit se servir de son vote pour infliger une sévère défaite à la droite, pas simplement lui donner un « avertissement ». C'est là où se pose évidemment la question de l'utilisation du premier tour.

Était-il possible de réunir toute la gauche dès le premier tour ? Ce scénario idéal et gagnant à coup sûr était impossible. Il l'était en tout premier lieu parce que le positionnement actuel du PS reste imprégné d'hégémonisme à gauche et par conséquent toute discussion de sommet aurait conduit à discuter d'abord des places et éventuellement, secondairement, des contenus.

Or le développement de la crise systémique exige dès à présent la mise en chantier de solutions nouvelles en s'attaquant réellement à la logique du tout-libéral et du tout-marchand dans la société comme dans l'enseignement supérieur et la recherche. Et cette mise en chantier exige à son tour que les propositions soient discutées publiquement, éventuellement modifiées et enrichies, avec tout-e-s les intéressé-e-s. Cette démarche ne peut en l'état, même si on peut le regretter, être celle de l'ensemble des forces qui se situent à gauche de l'échiquier politique.



Fort bien : mais, dira-t-on, un vote pour un courant de gauche clair mais neuf dans le paysage politique risque d'être « perdu ». On tient ici que c'est l'inverse qui est vrai !

Voilà X. Bertrand qui, face à L. Fabius, est scandalisé par la seule idée qu'on puisse interroger la place, le rôle et la rétribution des grands patrons français. L. Fabius se

limite au scandale Proglio.

À quelques temps de là, après les vagues nauséabondes sur l'identité nationale, tous les ténors de la droite expliquent à qui veut l'entendre qu'il faut « travailler plus longtemps » et préparent sans encore l'avouer la fin des retraites par répartition. Ce n'est pas la question posée par les régionales ! Ce discours a un but : vous dire que, quel que soit votre vote, la droite va poursuivre et accélérer sa politique.

Mais force est de constater que, si ce discours n'est pas étonnant venant de la droite, M. Aubry lui prête la main avant de faire un demi-pas en arrière, aussitôt annulé par F. Hollande face au même X. Bertrand. Est-ce là ce qu'on doit attendre d'une politique de gauche ? Apparemment, le PS n'a tiré aucune leçon de ses compromissions récentes, ni du cuisant échec de L. Jospin, ni de celui de S. Royal.

Or, précisément, que s'est-il passé lors de cette séquence désastreuse ? Beaucoup ont cru voter utile et sauter par-dessus le premier tour comme de nombreux collègues et amis s'appêtent à le faire une fois encore. Combien faut-il d'échecs pour tirer les leçons qui s'imposent ? Un PS dominant à gauche n'est pas pour l'heure le meilleur adversaire face à la droite.

Sauter par-dessus le premier tour est la garantie d'une élection sans réserves à gauche ; au second tour, elle deviendrait une élection sans enjeu, parce que mettant aux prises des formations qui n'ont de différences que sur la méthode, le style, le rythme et le caractère plus ou moins brutal. Aucune de ces différences réelles n'est à tenir pour négligeable. Cependant, aucune ne permet la mobilisation populaire qui a fait défaut à de si nombreuses reprises. Ce qui est à craindre d'une telle situation, c'est une abstention populaire record et, en cas de duel gauche/droite, au mieux, l'indécision.

Le risque, le vrai risque est donc dans un vote qui, ne s'attachant pas aux contenus dès le premier tour, laisse la droite maîtresse du jeu au second, sans même parler de possibles assemblages hétéroclites comprenant le Modem par exemple, alors que partout la gauche peut faire front et gagner sans même en parler. Et au-delà du risque, ne croyez-vous pas bon qu'à l'issue de ce scrutin, la droite entende que face à elle, le vent s'est levé à gauche pour d'autres choix ?

**LE VOTE FRONT DE GAUCHE
AU PREMIER TOUR
EST LE SEUL VOTE UTILE
À GAUCHE ET À LA GAUCHE**



pour sortir des eaux glacées du calcul égoïste

Pascal ACOT

Histoire du climat : du bing bang aux catastrophes climatiques
Paris : Perrin, 2009
(collection Tempus).

Michel BIARD (dir.)

La révolution française : une histoire toujours vivante
préf. Michel VOVELLE.
Paris : Taillandier, 2009.

Saïd BOUAMAMA

La France : autopsie d'un mythe national
Paris : Larousse, 2008
(Philosopher).

Dominique BOURG

Philippe ROCH (dir.)
Crise écologique, crise des valeurs ? : défis pour l'anthropologie et la spiritualité
Genève : Labor et Fides, 2009.

Sylvie BRUNEL

Le développement durable
Paris : PUF, 2009
(Que sais-je ?)

Yves CITTON

Mythocratie. Storytelling et imaginaire de gauche
Paris : Éd. Amsterdam 2010

Gérard DUMESNIL

Michael LOWY
Emmanuel RENAULT
Lire Marx
Paris : PUF, 2009
(Quadrige)

Jean-Marc JANCOVICI

L'avenir climatique : quel temps ferons-nous ?
Paris : Seuil, 2005 (Points : Sciences points).

Hervé KEMP

Pour sauver la planète, sortez du capitalisme
Paris : Seuil, 2009.

Philippe KOURILSKY

Du bon usage du principe de précaution : réflexions et modes d'action
Paris : Odile Jacob 2001.

Ivan LAVALLÉE

Jean-Pierre NIGOUL
Cyber Révolution : révolution scientifique et technologique, mondialisation et perspective communiste
préf. Jean-Pierre KAHANE
Pantin : Le temps des cerises, 2002.

Gideon LEVY

Gaza : articles pour Haaretz, 2006-2009
Paris : La Fabrique 2009.

Michel LIMOUSIN

Catherine MILLS
La protection sociale en danger, état des lieux et stratégie pour une alternative
Pantin : Le Temps des Cerises, 2010 (ESPERE).

Christian NGO

Demain l'énergie moteur de l'humanité
Paris : Dunod, 2009

« Qu'est ce qui est le plus important au regard de l'histoire du monde ? Les Taliban ou la chute de l'empire soviétique ? »

Zbigniew Brzezinski
interview au *Nouvel Obs* 1998

